http://divergences.be/spip.php?article3358

Revue libertaire internationale en ligne
DIVERGENCES
Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d'accepter comme frontières

Israël, au seuil de la guerre civile ?

- Aujourd'hui - Israël/Palestine ou l'inverse -

Date de mise en ligne : samedi 1er avril 2023

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine K-La revue

22 mars 2023

Ce texte est une réaction à l'article de Danny Trom – « Israël : vers la rupture ? » – paru dans K., qui traitait du déroulement dramatique des événements israéliens depuis les dernières élections. Le chercheur israélien en histoire juive moderne Amos Morris-Reich y insiste sur ce qui peine, selon lui, à être clairement vu depuis l'Europe : le rôle actif de Benjamin Netanyahou dans la crise que traverse Israël et l'extrême fragilité de la cohésion de sa société.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH202/isfael3-61d14.jpg

À ce stade, personne ne sait où la crise nous mènera ni à quel point elle va encore s'aggraver. Mais il est clair qu'elle a d'ores et déjà surpassé la crise la plus existentielle de l'histoire d'Israël, celle de la guerre du Kippour. En 1973, le danger était que l'invasion des armées arabes marque la fin du « troisième temple ». Les Juifs d'Europe étaient à l'époque alarmés, alertés et mobilisés. Aujourd'hui, pour la première fois en 74 ans d'histoire d'Israël, on entend parler de la possibilité d'une « guerre entre frères » ou d'une guerre civile. Pourtant, contrairement à ce qui s'est passé en 1973, les Juifs européens ne semblent-ils pas percevoir le danger de la crise actuelle en Israël. Pourquoi ?

L'article de mon ami Danny Trom[1] exprime l'inquiétude partagée par de nombreux Juifs européens quant à l'orientation générale d'Israël sous ce nouveau gouvernement. Une orientation qui est en rupture avec l'esprit du sionisme tel qu'il a été conçu de sa création en 1897 jusqu'à aujourd'hui. Son analyse reprend des faits essentiels concernant les différentes composantes du nouveau gouvernement, notamment la diminution de la composante libérale du Likoud, l'ambivalence historique des ultra-orthodoxes à l'égard de la souveraineté juive, l'évolution des valeurs illibérales défendues par les partis nationaux religieux et leur orientation nationaliste toujours plus marquée. Tout ce qui est dit dans l'article est correct et j'y souscris. Cependant, pour les observateurs israéliens de la situation, il est évident que l'article n'a pas perçu la gravité du danger, le degré de polarisation sans précédent qui sous-tend la crise actuelle, et la crainte des Israéliens que le seuil de non-retour n'ait déjà été franchi.

Car comment ont-ils pu passer à côté de ce qui, dans cette situation et dans ses causes, saute aux yeux des Israéliens ? Comment des observateurs impliqués et avisés d'Israël ont-ils pu manquer les éléments les plus explosifs de la situation ? Comment expliquer que ce qui est si visible en Israël soit apparemment beaucoup plus difficile à voir depuis l'Europe ? Je peux émettre une hypothèse, même s'il m'est impossible de la prouver ici. Mon hypothèse est que lorsque les Juifs européens regardent Israël depuis l'Europe, ce pays leur apparaît plus solide et plus robuste qu'il n'apparaît aux Israéliens eux-mêmes. Alors que les Juifs européens ont une conscience aiguë du danger que représentent les ennemis extérieurs d'Israël, ils semblent incapables de saisir la perception qu'ont les Israéliens de la fragilité interne de leur société. Si, au point culminant du long processus qui a conduit à la crise actuelle, le sentiment de danger que ressentent les Israéliens et, surtout, la cause de la situation, sont liés pour eux à un danger interne plutôt qu'externe, l'angle mort de l'analyse de Danny Trom est alors beaucoup moins accidentel qu'il n'y paraît à première vue. En un mot, est-il possible que les Juifs européens puissent être sensibles aux dangers extérieurs qui menacent Israël, mais ne pas mesurer à quel point les Israéliens voient le plus grand danger qui menace Israël dans la fragilité de sa cohésion interne ?

Car Danny Trom a omis de mentionner dans son texte la cause la plus importante de la crise : Benjamin Netanyahou. Ce dernier est responsable de la situation actuelle et, plus important encore, du long processus qui a abouti à ce moment d'extrême danger. Pour la moitié de la population israélienne, l'influence corruptrice et

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne

venimeuse de Netanyahou sur la société israélienne n'est plus à démontrer. Même avant cette crise extrême, la profondeur et l'ampleur de son rôle dans le processus qui y a conduit étaient évidentes. Du milieu des années 1990 à aujourd'hui, Netanyahou a fondamentalement remodelé la société et le paysage politique israéliens. Or, du point de vue israélien, la question de savoir comment un point de vue européen a réussi à ne pas voir le rôle central de Netanyahou est importante. Nous ne savons pas si nous sommes pris dans un drame ou dans une tragédie, mais il est certain que le déroulement des événements n'a rien de comique. Si nous n'étions pas dans ce moment effrayant, l'absence de la personnalité et du rôle de Netanyahou dans l'analyse de la situation aurait pu laisser penser à une farce. Il est en effet spectaculaire d'être frappé d'une telle cécité, et cette dernière doit être conçue comme symptomatique de la sociologie juive européenne. S'il est important de reconnaître les accusations criminelles qui pèsent sur Benjamin Netanyahou (par exemple, il n'a pas porté de portefeuille depuis plus de trente ans, ce qui soulève la question de savoir qui paie ses dépenses), ainsi que la corruption morale de sa personne, ou même les tactiques mafieuses qu'il emploie contre ses opposants, ce ne sont ni les seules raisons, ni même les plus sérieuses pour lesquelles les gens protestent contre lui. De façon systématique, Netanyahou a fait passer ses gains politiques immédiats avant toute considération pour les conséquences à long terme de ses décisions. En jouant, au mépris de tout sens de l'intégrité, une partie de la société contre une autre, il a durablement affaibli les liens déjà fragiles qui maintenaient la cohésion de la société israélienne. Il est essentiel que les Juifs européens comprennent que c'est cela que la moitié d'Israël n'est pas prête à pardonner.

Cela fait partie de la socialisation israélienne, dans laquelle on s'immerge dès le plus jeune âge à travers le service militaire, et souvent autour de Tish'a Be'Av – le jour de deuil qui marque la destruction des deux temples – que de savoir que la première et la deuxième souveraineté juive se sont terminées par une catastrophe. Comme ses deux lointains prédécesseurs, la souveraineté juive actuelle est composée de divers groupes qui diffèrent les uns des autres à tous égards. Créé sur les cendres de la destruction en Europe, et face au rejet farouche de son environnement arabe, Israël a néanmoins toujours été confronté à des dangers qui sont aussi internes. Il ne faut jamais oublier que c'est un conflit interne, devenu incontrôlable, qui a conduit à la destruction du second temple par des fanatiques tout entier dévoués à leur cause. Le nom hébreu de ce phénomène est « sinat hinam », ce qui signifie littéralement « haine redondante ou sans fondement ». Le danger de la « sinat hinam » est toujours présent. Nous n'oublions jamais que c'est ce qui a conduit à la perte de la souveraineté, à la destruction, à la souffrance et à des siècles d'exil et d'impuissance. La souveraineté juive est fragile et exige la tolérance à l'égard des factions adverses de la politique juive. Les Israéliens savent que la huitième décennie de souveraineté est un seuil au-delà duquel aucun royaume juif post-biblique n'est parvenu à survivre. Les allusions à ce danger sont largement répandues dans la culture israélienne, dans les films, les émissions de télévision, les programmes d'éducation civique, les livres d'histoire, et constituent un thème commun dans les discussions publiques. On les retrouve également dans les déclarations de dirigeants politiques, comme récemment chez Naftali Bennett, ou, plus récemment encore, chez la présidente de la Cour suprême, Esther Hayut. La « haine sans fondement » est toujours à proximité. La responsabilité morale la plus élevée du dirigeant, plus que de quiconque, est de toujours assurer la défense d'Israël contre ses ennemis extérieurs, mais aussi de naviguer dans un ensemble composé d'éléments différenciés sans jamais laisser s'y installer une « haine sans fondement ».

Et c'est précisément là que se situe la faute morale impardonnable de Netanyahou. Pendant des décennies, depuis le début des années 1990, de manière stratégique, systématique et intentionnelle, et la plupart du temps alors qu'il était Premier ministre d'Israël, Netanyahou a monté les Israéliens les uns contre les autres. Il l'a toujours fait pour son propre bénéfice politique immédiat, et les Israéliens savent qu'ils sont exposés à cela depuis longtemps. Or, si l'on se fie à l'article de Danny Trom., il semble que cette composante essentielle du conflit actuel n'ait pas été saisie par les Juifs européens qui sont attentifs à l'histoire, à la culture et à la société israéliennes. Pourtant, la liste est longue : provocation qui a conduit à l'assassinat d'Yitzhak Rabin, invectives contre les Israéliens laïques (« Les laïques ont oublié ce que c'est que d'être juif ») et contre la gauche (« Les gauchistes sont des traîtres »), attaques à l'endroit des citoyens arabes d'Israël (« Les Arabes vont voter en hordes » ou « C'est Bibi ou Tibi[2] »), opposition du « second Israël » aux « élites » israéliennes, opposition des Mizrahim aux Ashkénazes, etc…. Au lieu de renforcer la cohésion de la société israélienne, Netanyahou monte toujours un groupe contre l'autre.

Article associé

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne

Politique
Israël : vers la rupture ?

Danny Trom
4 janvier 2023

Les historiens jugeront si Netanyahou fut guidé exclusivement par des motivations politiques cyniques, destinées à perpétuer son règne, ou si derrières ces motivations se cachaient ses véritables convictions, ou même s'il existe une différence entre ces deux possibilités. Pour autant, sans Netanyahou et son mode de fonctionnement, il est impossible de comprendre non seulement la coalition actuelle d'Israël, mais surtout le processus qui a conduit la société israélienne au bord de la guerre civile. C'est depuis une position de pouvoir qu'ont été semées la haine et le mépris, que les institutions de l'État ont été abusées, sans une once de décence et sans tenir compte du grave danger qu'il y a à défaire les fils fragiles qui maintiennent l'ensemble en place. Pour les Israéliens, cette attitude ne témoigne pas seulement d'une corruption morale, mais aussi d'une imprudence au regard de l'histoire.

Le fait que l'article de Danny Trom reprenne les vieilles définitions des partis qui composent le gouvernement de Netanyahou prouve que les restructurations du paysage social et politique, la réorganisation des lignes de démarcation et leur polarisation dramatique au cours des années de règne de Netanyahou n'ont pas été appréhendées. Ces vieilles vérités sont une description obsolète du paysage israélien. Avant Netanyahou, la société israélienne était X, mais maintenant elle est Y. Dans X, elle était constituée d'une diversité de groupes basés sur des appartenances nationales, religieuses, sociales et économiques, ainsi que sur des orientations politiques. Ces groupes formaient ensemble une société délicate et pluraliste partageant certains points de vue, mais pas tous, sur une variété de sujets et d'intérêts en évolution, ce qui rendait possibles des coalitions variant selon les circonstances, les agendas et les intérêts. Aujourd'hui, Israël est divisé en deux groupes profondément polarisés et antagonistes. De nombreux Israéliens estiment que, quelle que soit l'issue de la crise actuelle, la ligne rouge a déjà été franchie et qu'il est difficile de voir comment ces deux groupes polarisés et antagonistes pourraient continuer à vivre ensemble dans la même société.

Ce processus dévastateur de polarisation peut être compris à travers l'idée de compatibilité. Dans l'une de ses conférences, le philosophe et logicien américain Saul Kripke parle de compatibilité en prenant l'exemple de deux personnes en désaccord sur la question de savoir si un objet est une chaise ou un banc. Bien qu'elles soient en désaccord sur la manière de désigner l'objet, leurs désignations sont toujours compatibles entre elles. Leurs désignations seraient incompatibles si l'une affirmait qu'il s'agit d'une chaise et l'autre qu'il s'agit d'un avocat. Cet exemple peut être utile pour comprendre ce qui s'est produit en Israël pendant les longues années où Netanyahou a semé la division et le mépris, Israël étant ce que l'on désigne. Netanyahou a conduit la société israélienne au point où les désignations de deux groupes rivaux sont devenues incompatibles. Comme si cela ne suffisait pas, sa coalition actuelle, soutenue par les parties les plus extrêmes de la société israélienne, y compris des éléments messianiques, fascistes, criminels et politiquement illégitimes, tente de modifier pour son profit direct des aspects essentiels du régime israélien par des mesures promptes, générales, radicales et irréversibles.

Danny Trom a écrit que le gouvernement israélien menait Israël dans la mauvaise direction, mais a omis de préciser que cette direction était celle qui conduisait au seuil de la guerre civile. Le passage de la compatibilité à l'incompatibilité dans la société israélienne a eu lieu. Bien que les événements actuels soient encore en cours et qu'on ne puisse pas exactement les nommer, il est possible de dire provisoirement que le conflit porte sur l'État d'Israël tel qu'il a été créé en 1948 et sur les principes exprimés dans la Déclaration d'Indépendance. Ces principes comprennent : le respect de l'État de droit, l'égalité devant la loi, l'appartenance au concert des nations et le respect du droit international et des institutions internationales, Israël en tant qu'État juif et démocratique, l'égalité civique, la reconnaissance des minorités, ainsi qu'un engagement vague mais explicite à l'égard des valeurs démocratiques libérales. En bref : les deux interprétations polarisées de 1948 ont atteint le point d'incompatibilité.

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne

L'article paru dans K. s'est servie d'une terminologie usuelle pour décrire la coalition de Netanyahou, principalement axée sur les factions laïques et traditionalistes du Likoud, ainsi que sur son contingent libéral en perte de vitesse. Il a également souligné l'opposition des partis ultra-orthodoxes au sionisme, les croyances messianiques du parti religieux national et les opinions homophobes, misogynes et racistes de l'aile d'extrême-droite. Si cette terminologie est correcte dans la mesure où elle correspond à la réalité historique, il n'est pas tenu compte ici du fait qu'avec la transformation des conditions sous-jacentes, elle est devenue obsolète. Même si ces factions qui composent la nouvelle majorité devraient, en théorie, être incompatibles, elles ne le sont pas. Elles ont pour objectif commun de saper l'identité de l'État d'Israël tel qu'il a été créé en 1948 ; quand bien même une partie de cette coalition nie officiellement qu'il s'agisse de son objectif. On peut le constater à travers l'avalanche de lois que cette coalition essaie de faire passer, leurs actions, les hypothèses et les motivations qui sous-tendent leurs actions, et le résultat escompté de ces actions (comme l'exemption du service militaire pour les ultra-orthodoxes, l'annexion des territoires occupés sans égalité de droits avec les Palestiniens pour les religieux nationaux, et la subordination de la Cour suprême à l'actuelle coalition). Dans la pratique, ces mesures visent à transformer Israël en un État différent et à créer les conditions qui garantiront leur maintien indéfini au pouvoir.

A Tel Aviv, des manifestants contre le gouvernement de Netanyahou recopient la Déclaration d'indépendance d'Israël sur une banderole. Photo : Yaara Caspi.

Que 1948 soit la ligne de démarcation implicite peut également être démontré en ce qui concerne l'opposition à la coalition actuelle. Qu'ils adhèrent à des valeurs sociales-démocrates, comme Meretz ou le parti travailliste, ou à des valeurs résolument capitalistes et centristes, comme Yesh Atid, ou de centre-droit comme Bleu et Blanc, ou d'extrême droite comme le parti de Gideon Saar ou le parti d'Avidgor Lieberman, ils ont tous un vague engagement vis-à-vis de 1948. C'est cet engagement commun qui les rend compatibles les uns avec les autres, indépendamment de leurs différences.

Affirmer que le gouvernement précédent ne partageait que le rejet de Netanyahou, c'est ne pas comprendre ce que représente le rejet ou l'approbation de Netanyahou. Le rejet de Netanyahou n'est pas seulement un rejet de sa personne en raison des accusations criminelles dont il fait l'objet. Il s'agit d'un rejet de la tentative de s'affranchir des principes sur lesquels Israël a été fondé en 1948. C'est, même vaguement, un attachement à l'idée d'égalité, élément fondamental de la Déclaration d'indépendance, qui se trouve exprimé, ainsi qu'à la valeur démocratique juive et libérale selon laquelle la majorité ne doit pas opprimer la minorité. Au fond, ce rejet représente un engagement en faveur de la décence humaine, morale et politique.

La situation binaire dans laquelle nous nous trouvons actuellement n'est pas un développement accidentel, uniquement dû à la situation judiciaire personnelle de Netanyahou ou à sa réputation entachée. Elle est plutôt le résultat d'un long processus. Le rejet de Netanyahou par les Israéliens n'est pas seulement dû à son flot (conscient ?) de mensonges, de demi-vérités, de désinformation et d'usages de faits alternatifs. Il y a quelque chose de plus profond en jeu ici. Le rejet est fondé sur l'attachement aux principes établis en 1948. La polarisation engendrée par Netanyahou a même divisé les partis arabes et les citoyens arabes d'Israël, qui sont souvent ambivalents et hésitent à considérer les « guerres juives » comme « les leurs ». Mansour Abbas, qui a rejoint la coalition précédente, a déclaré que « oui, Israël était et restera un État juif ». En revanche, Ahmad Tibi et Ayman Uda ont rejoint Netanyahou dans la lutte contre cette précédente coalition, provoquant sa chute, et se sont réjouis de sa disparition. Le rejet de 1948 n'est pas exclusivement une question juive, et les motivations varient. Cependant, il semble qu'ici, les opposés se rejoignent.

C'est pour ces raisons que la position tenue par Danny Trom, bien que tout à fait correcte, était, aux yeux d'Israéliens comme moi, une remarquable illustration de la possibilité de regarder sans voir. En ce moment crucial, face à la crise la plus grave et la plus extrême des 74 ans d'existence d'Israël, on ne peut se permettre de négliger ce qui se trouve juste sous nos yeux.

Amos Morris-Reich

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne

Amos Morris-Reich est professeur à la faculté des Humanités de l'Université de Tel Aviv, chercheur au Cohn Institute for the History and Philosophy of Science and Ideas, et directeur du Stephen Roth Institute for the Study of Contemporary Antisemitism and Racism.

Notes

1 Amos Morris-Reich et Danny Trom ont co-écrit dans K. : « Dissiper les zones d'ombre : l'antisémitisme et le lexique du conflit israélo-palestinien«

2 Ahmed Tibi est un homme politique arabe israélien, nationaliste palestinien opposé à l'idée d'Israël comme État-Nation du peuple juif.

Écrire à l'auteur

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne